

KOUKOUTAMBA : UN BARRAGE AUX ENJEUX IRRÉCONCILIABLES

La République de Guinée compte un nombre important de cours d'eau. On en dénombre au moins 1165 dont plusieurs font partie des plus importants de l'Afrique de l'Ouest. Ce sont : les fleuves Niger, Sénégal, Gambie qui y prennent tous leur source. De ce fait, le potentiel hydroélectrique du pays est tout aussi important. Depuis 2011, la Guinée a entamé de multiples réformes, des projets de réhabilitation de centrales et des travaux de construction d'infrastructures hydroélectriques. Cette volonté politique affichée doit concourir à faire de la Guinée « une puissance énergétique régionale d'ici à 2030 ».

De 12% en 2009, le taux d'accès à l'électricité est passé à 18.1% en 2014. En 2015, ce taux s'établissait à 29% et en 2017 à 34%. Les enjeux de performance économique sont constamment évoqués pour justifier cette multiplication des projets de développement de barrages hydroélectriques. Pourtant, l'analyse de la situation actuelle montre que d'autres enjeux tels que la gestion rationnelle et durable des ressources en eau, la conservation des écosystèmes et de la biodiversité, le développement local des communautés riveraines des barrages, la protection de leurs droits humains passent souvent au second plan.

Le barrage de Koukoutamba est un exemple de projet qui montre que les engagements de la Guinée en matière de conservation d'écosystème et de la biodiversité, notamment la protection d'une espèce menacée comme les chimpanzés, sont en passe d'être sacrifiés sur l'autel des « avantages » du barrage.

Le barrage de Koukoutamba avec une puissance installée prévue de 294 mégawatt est proposé sur le fleuve Bafing, un affluent du fleuve Sénégal, près de Tougué dans la préfecture de Labé. Le projet Koukoutamba a été promu sous les auspices de l'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) un organisme régional qui comprend outre la Guinée, le Sénégal, le Mali et la Mauritanie. Pour l'OMVS, ce barrage est « conçu pour réduire le déficit énergétique des pays membres ». En effet, Koukoutamba était l'un des trois barrages envisagés sur la rivière Bafing, avec l'encouragement de la Banque mondiale. Une ligne de transmission de 280 km serait construite pour relier Koukoutamba au barrage de Manantali au Mali. Cette ligne de transport évacuerait les trois quart de l'électricité que Koukoutamba produirait aux voisins de la Guinée et vendue par l'intermédiaire du West Africa Power Pool¹. Une autre ligne de transmission à construire acheminerait le reste de l'électricité jusqu'à Conakry.

Le fleuve Bafing | Crédit : Kalyanee Mam

¹ Banque mondiale, [Project Paper](#) : Power Sector Recovery Project. 2018.



Un village qui serait touché près du site du barrage proposé

Dès 2006, la Banque mondiale avait lancé des plans à travers l'OMVS pour exploiter l'important potentiel hydroélectrique de la Guinée, finançant une série d'études qui ont finalement abouti à la sélection de Koukoutamba comme projet prioritaire. Dans les années qui ont suivi, la Banque mondiale a alloué des millions de dollars pour mener à bien Koukoutamba. Cependant, en 2016, la Banque mondiale s'est rendu compte tardivement que le barrage aurait de graves impacts sur le parc national du Moyen Bafing, qui a été créé avec des fonds de la branche du secteur privé de la Banque mondiale, la Société financière internationale (SFI). Peu de temps après, la Banque mondiale a retiré son soutien au barrage de Koukoutamba. Pourtant, le projet avait alors atteint un stade avancé de préparation et, en 2019, le gouvernement a chargé l'entreprise chinoise de construction de barrages Sinohydro de construire Koukoutamba. Il n'est pas clair si le gouvernement a obtenu les 812 millions de dollars nécessaires pour financer la construction du barrage, ce qui pourrait constituer un obstacle majeur car les prêteurs et les gouvernements sont contraints de faire face aux retombées économiques de la pandémie COVID-19 en cours.

Alors que le gouvernement guinéen et les financiers potentiels évaluent les perspectives de Koukoutamba à la lumière de ces circonstances, International Rivers et le Centre du Commerce International pour le Développement (CECIDE) ont préparé cette note d'information pour mettre en évidence un certain nombre de sujets de préoccupation pour les décideurs, le public et les communautés qui seraient touchées par le barrage. Ensemble, ces problèmes représentent des failles fondamentales et critiques qui devraient conduire à l'abandon du projet au profit d'options énergétiques meilleures et moins chères qui peuvent fournir de l'électricité aux Guinéens qui en manquent.

Concrètement, l'objectif recherché est de favoriser une meilleure compréhension des enjeux sociaux, économiques et environnementaux à travers une analyse objective qui favorise la réflexion et anime le débat national sur les impacts des barrages en général, et ceux du barrage Koukoutamba en particulier. Il s'agit non seulement de poser les questions légitimes sur les bénéfices locaux et nationaux par rapport aux coûts environnementaux, économiques et sociaux que ce projet pose. Mais aussi de faire des propositions en termes d'options énergétiques plus durables.

Koukoutamba, un barrage pour le développement durable, vraiment ?

Le projet d'aménagement hydroélectrique à buts multiples de Koukoutamba, fait partie des projets d'infrastructures du programme inclusif de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) sur le fleuve Bafing, principal affluent du fleuve Sénégal.

Lors de la signature du contrat commercial du barrage, le Haut-commissaire de l'OMVS s'exprimait en ces termes « le projet d'aménagement hydroélectrique de Koukoutamba fait partie de ces ouvrages stratégiques dont la vocation est d'impacter positivement les conditions de vie des populations ainsi que l'avenir et le développement de tout le bassin. Le projet d'aménagement de Koukoutamba a été conçu pour résorber le déficit énergétique des pays membres de l'organisation. De surcroît, l'aménagement favorisera la disponibilité d'une énergie bon marché et davantage respectueuse des exigences de préservation de l'environnement... ». Or, le barrage Koukoutamba pose beaucoup de questions en raison de sa localisation, à laquelle sont rattachés des enjeux environnementaux importants.

En effet, le site du barrage est situé dans un parc national qui abrite dans ses environs, outre des concessions minières de bauxite, une population importante de chimpanzés dont la survie est menacée par le projet d'aménagement du barrage en l'état. Dans une analyse de l'étude d'impact environnemental et social, le Groupe de spécialistes des primates de l'UICN (PSG), section sur les grands singes (SGA), groupe de travail sur l'énergie et les industries extractives, mentionne que : « La construction du barrage de Koukoutamba est très préoccupante en raison de l'impact énorme qu'il aura sur les chimpanzés en danger critique d'extinction car il est situé dans une zone à forte densité de chimpanzés, et l'une des zones les plus importantes pour la survie de cette espèce dans toute l'Afrique de l'Ouest. »

Plus loin, ce groupe de travail, estime que l'EIES est inexact en terme d'estimation du nombre de chimpanzés touchés par le projet. Aussi, il constate que l'EIES « n'envisage

pas sérieusement d'autres sites ou ne propose pas de mesures d'atténuation et de compensation suffisantes ». En conséquence, il apparaît clairement que le coût environnemental de ce projet est sous-estimé.

Cette configuration préoccupante pose question sur le caractère durable du projet dans la mesure où pendant ce temps, la Guinée a adhéré à l'initiative SE4ALL (une initiative mondiale pour l'énergie durable pour tous) de l'Assemblée Générale des Nations Unies depuis 2012 et affirme son engagement pour un développement durable. (Voir encadré)

Cela soulève aussi la question de la cohérence des politiques entre d'une part, les objectifs nationaux affichés, les discours et les pratiques en cours. Et d'autre part, la mise en œuvre des politiques et bonnes pratiques internationales en matière de préservation et de conservation environnementale, notamment.

Extrait de la Présentation du Rapport National Volontaire 2018 de la Guinée au Forum de Haut Niveau sur le Développement Durable, New York, juillet 2018

Messages clés du Rapport National Volontaire de la République de Guinée

Message n°1

La Guinée considère comme priorités des politiques de développement durable ;

(i) les questions de résilience aux chocs économiques et socio-politiques ; ainsi que les questions de durabilité des ressources naturelles, des écosystèmes et des modes de vie. La Guinée plaide en conséquence pour :

(i) plus d'accent dans les générations à venir de Plans Nationaux de Développement, pour un schéma de croissance verte en vue de mieux prendre en compte ces questions de résilience et de durabilité ;

(ii) plus d'allocations budgétaires pour l'investissement dans les secteurs «verts» et le capital naturel à savoir: agriculture, forêt et biodiversité, gestion de l'eau, gestion des déchets et énergies renouvelables.



Le fleuve Bafing

Par exemple, le plan national de développement économique et social (PNDS), cadre de référence de la politique de développement intégré de la Guinée stipule qu'il s'est fixé comme objectif global de « promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des Guinéens, opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable ».

En outre, la Guinée s'est dotée d'un code de l'environnement en 2019 et surtout d'une Stratégie nationale pour la mise en œuvre de la hiérarchie d'atténuation et la compensation des impacts sur la biodiversité et les écosystèmes. L'un des objectifs déclarés de ce document est de : « s'appuyer sur la réglementation existante d'autorisation des projets (soumis à étude d'impact), et chercher un alignement avec les bonnes pratiques internationales (BBOP, SFI, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement...) pour faire appliquer la hiérarchie d'atténuation. » En conséquence, il s'avère judicieux pour le Gouvernement Guinéen de considérer tous les enjeux liés à la construction du barrage Koukoutamba dans leur ensemble pendant qu'il est encore temps.

Le barrage de Koukoutamba, des buts multiples mais autant d'enjeux à comprendre et à prendre en compte

Situé à cheval entre des concessions de bauxite de Guinea Alumina Corporation (GAC) et la Compagnie des Bauxite de Guinée (CBG) dans la préfecture de Tougué, le site du barrage de Koukoutamba est un refuge pour l'une des populations de chimpanzés les plus importantes de l'Afrique de l'Ouest.

L'aperçu complet donne un barrage au cœur des enjeux miniers, d'intégration économique régionale, mais aussi des enjeux environnementaux et de développement local, difficiles à concilier. Les projets miniers ont un grand besoin d'énergie pour leur productivité. Ce barrage aura donc une valeur ajoutée certaine pour les entreprises minières qui exploitent à ce jour 100 MW de la puissance installée totale du réseau électrique guinéen².

En ce qui concerne la dimension régionale du barrage, le projet prévoit la construction de deux lignes de transport haute tension de 225 KV, longue de 600 Km. Ces lignes serviront à l'interconnexion entre la Guinée et le Mali. Malgré cet état de fait, à ce jour, le faible apport prévu pour les communautés locales en termes d'opportunités de développement local, l'absence d'alternatives crédibles de relocalisation des chimpanzés en vue d'éviter l'extinction de cette espèce, sont les enjeux les moins expliqués au large public.

Au-delà des aspects susmentionnés, il convient d'analyser les « avantages » du barrage sous le prisme du rapport coût/impact, d'exposer spécifiquement un certain nombre d'impacts prévus et proposer quelques options énergétiques qui s'offrent à la Guinée.

L'énergie de Koukoutamba serait extrêmement coûteuse

Les innovations technologiques et les économies d'échelle ayant rendu accessible de nombreuses technologies énergétiques telles que l'énergie éolienne et solaire moins chères au fil du temps, les barrages hydroélectriques sont devenus encore plus chers. Cela a rendu les barrages hydroélectriques moins compétitifs. Pendant ce temps, une reconnaissance croissante des études récentes qui montrent que les barrages hydroélectriques sont particulièrement sujets aux dépassements de coûts - coûtant en moyenne le double de leur prix initial - a encore remis en question leur justification économique. Ces facteurs contribuent à expliquer pourquoi les nouvelles capacités hydroélectriques ont diminué 61% dans le monde depuis 2013.³

À tous égards, Koukoutamba est un site manifestement mauvais pour construire un barrage hydroélectrique, et son prix de 812 millions de dollars ne peut justifier la maigre quantité d'énergie qu'il serait en mesure de produire.

Coût par MW de puissance installée

Koukoutamba se classerait parmi les barrages les plus chers de la région Ouest africaine sur la base des coûts de construction par MW de capacité installée. Comme le montre le Tableau 1, Koukoutamba se classe seulement derrière le barrage de Souapiti parmi les barrages récemment construits en Afrique de l'Ouest en coût par mégawatt de capacité installée, à 2,76 millions de dollars, et est bien au-dessus de la moyenne mondiale de 2 millions de dollars [IHA].

Tableau 1 : Millions de dollars par MW de capacité installée

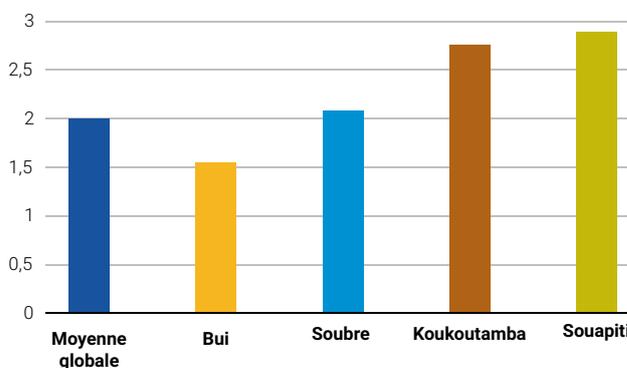
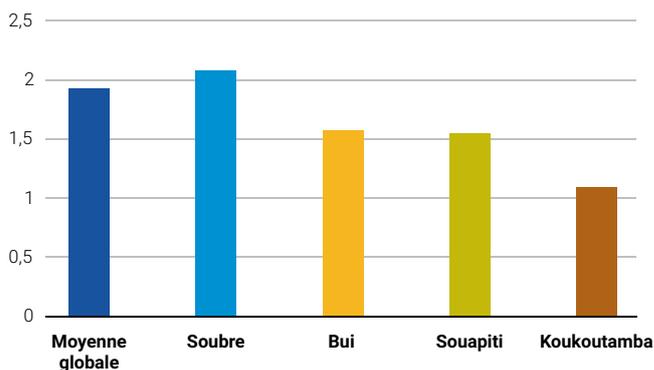


Tableau 2 : Production annuelle de l'électricité (GWh) par million de dollars investis



² LPDSE

³ L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) : Statistiques de Capacité Renouvelable

Production d'électricité par coûts de construction

Pourtant, bien plus importante que la capacité installée d'un barrage est la quantité réelle d'énergie qu'il produit, généralement mesurée en gigawattheures (GWh) par an. La quantité d'électricité qu'un barrage produit dépend de plusieurs facteurs, dont la hauteur du barrage, la vitesse et le volume du débit d'une rivière. Le Tableau 2 classe la même sélection de barrages en fonction de la quantité d'électricité qu'ils devraient générer chacun par million de dollars investis.

Comme le montre le graphique, le barrage de Souapiti produirait 42% d'électricité en plus par dollar de coût de construction que Koukoutamba. C'est en fait une sous-estimation, car la fonction de régulation de Souapiti signifie que le barrage de Kaléta produira plus d'énergie, et donc Koukoutamba ne produirait que 53% de l'énergie de Souapiti pour chaque dollar investi. Le barrage de Soubré en Côte d'Ivoire, quant à lui, générerait 90% d'électricité en plus - près du double - par dollar investi que Koukoutamba.

Production d'électricité basée sur des flux fluviaux modélisés

Pourtant, selon une récente étude évaluée par des pairs sur les perspectives d'intégration de l'hydroélectricité et des énergies renouvelables variables en Afrique de l'Ouest⁴, ces estimations surestiment considérablement la quantité d'énergie que ces barrages sont susceptibles de produire. Les modèles d'écoulement fluvial entrant pour le fleuve Bafing, par exemple, indiquent que le barrage de Koukoutamba ne générerait que 361,7 GWh par an⁵, soit seulement 41% des 888 GWh promis.

Tableau 3 : Production annuelle de l'électricité (GWh) : déclaré publiquement (foncé) versus les débits fluviaux modélisé selon Sterl (clair)

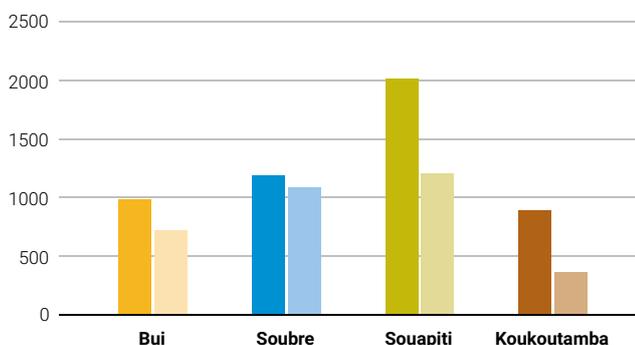
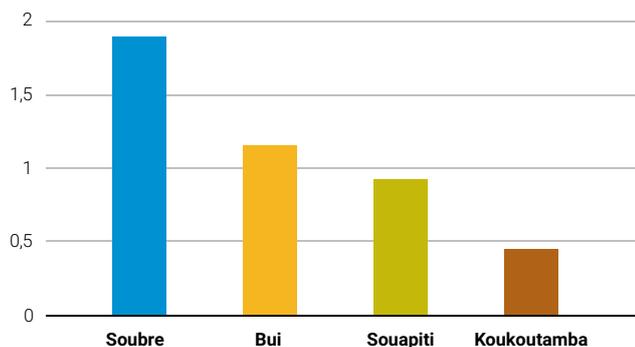


Tableau 4 : Production annuelle d'électricité (GWh) par million de dollars investis selon les débits fluviaux modélisés (Sterl)



⁴ Sterl et al. [Smart renewable electricity portfolios in West Africa](#). Nature Sustainability. 2020.

⁵ Sterl et al. [Information supplémentaire](#).



Sur la base du scénario modélisé des débits fluviaux, l'électricité produite par le barrage de Koukoutamba serait deux fois plus chère que le barrage de Souapiti et plus de quatre fois plus chère que le barrage de Soubré par dollar investi.

Cela ferait de Koukoutamba l'un des barrages les plus chers au monde pour la quantité d'électricité qu'il devrait générer, et parmi les projets hydroélectriques les moins efficaces au monde. À eux seuls, ces facteurs disqualifieraient tout projet hydroélectrique potentiel.

La Guinée sera déjà exportatrice nette d'électricité avant la construction de Koukoutamba

De l'avis de tous, le barrage de Koukoutamba bénéficie d'un large soutien populaire de la part du public guinéen, en partant du principe qu'il résoudra les pénuries d'énergie chroniques du pays, en particulier les pannes d'électricité régulières à Conakry et dans d'autres centres urbains. Cependant, le gouvernement a indiqué que les trois quart de l'électricité de Koukoutamba sont destinés à l'exportation, seul le quart restant des 294 MW du barrage étant réservé à la consommation en Guinée. Quel serait l'impact de Koukoutamba sur la production d'électricité de la Guinée ?

La mise en service du barrage de Kaléta en 2015 a effectivement doublé la quantité d'électricité disponible sur le réseau national. Souapiti, dont la mise en service est prévue dans quelques mois, doublera à nouveau presque la quantité d'électricité. Koukoutamba, cependant, augmenterait la quantité d'électricité disponible en Guinée de seulement 5% - une augmentation extrêmement modeste, en particulier compte tenu de son prix de 812 millions de dollars.

La Guinée peut répondre à la demande énergétique nationale sans Koukoutamba

Une fois le barrage de Souapiti mis en service, prévu en 2020, Souapiti et Kaléta deviendront respectivement les deuxièmes et troisièmes plus grands projets hydroélectriques en Afrique de l'Ouest, capables de produire 3167 GWh d'électricité par an. Comme indiqué dans l'étude de faisabilité du barrage de Souapiti, la capacité de production combinée de Souapiti et Kaléta est suffisante pour répondre à la demande énergétique de la Guinée jusqu'en 2028 au moins. Combinée à la capacité déjà existante, la Guinée sera en mesure d'exporter son excédent d'énergie ou de vendre au secteur minier une fois Souapiti mis en ligne⁶. Par conséquent, le barrage de Koukoutamba n'est pas nécessaire pour répondre à la demande énergétique de la Guinée.

Risque élevé d'appauvrissement pour 8700 personnes déplacées par le réservoir de Koukoutamba

Les barrages-réservoirs tels que Koukoutamba ont déplacé des dizaines de millions de personnes dans le monde. Des études ont montré de manière concluante que le déplacement induit par les barrages a appauvri des millions de personnes en retirant aux communautés des terres productives et des pêcheries, en brisant les liens sociaux et en affectant négativement les moyens de subsistance et les cultures.

Ces problèmes ont été reconnus dans le processus de plusieurs années d'élaboration de la Directive de la CEDEAO sur les infrastructures hydrauliques, universellement adoptée par le Conseil des ministres de la CEDEAO en 2017, qui a reconnu que de nombreux barrages « n'ont pas amélioré la vie des communautés affectées et ont souvent joué un rôle dans la détérioration de leurs conditions de vie. »

Alors que les leçons-clés sur la façon d'éviter l'appauvrissement induit par les barrages sont connues - compensation terre contre terre, élaboration de programmes de restauration des moyens de subsistance et de ressources adéquates, offrant une compensation complète du coût de remplacement des actifs perdus - elles sont souvent jugées trop compliquées, et en particulier trop cher. De telles mesures sont requises comme condition pour les prêts de la Banque mondiale, mais les dispositions de la législation guinéenne sont bien en deçà de cette norme.

Les conséquences se jouent dans le barrage de Souapiti en Guinée, qui déplacera environ 16 000 personnes - le plus grand programme de réinstallation jamais entrepris en Guinée⁷. Comme le gouvernement n'a pas fourni aux communautés une compensation adéquate ou des terres de remplacement, des milliers de personnes déjà déplacées ont du mal à trouver des terres, de la nourriture et un logement adéquat. S'ils ne sont pas résolus de manière adéquate et urgente, ces impacts entraîneront un appauvrissement à long terme, y compris des générations futures.

Fonds insuffisants alloués aux programmes d'indemnisation et de restauration des moyens d'existence

Un facteur clé des difficultés auxquelles les communautés sont actuellement confrontées est que les fonds alloués aux programmes de compensation sont totalement insuffisants pour s'aligner sur les normes internationales. À titre d'illustration, les fonds mis de côté pour indemniser un nombre similaire de personnes affectées par le barrage de Kandadji financé par la Banque mondiale au Niger sont 85% de plus que le budget prévu pour Souapiti⁸.

Le gouvernement n'a fait qu'une évaluation préliminaire du nombre de personnes qui seront physiquement déplacées par le réservoir de Koukoutamba. L'EIE estime ce chiffre à près de 8700, principalement dans la partie sud du réservoir près de Mamou et Dabola. Si le gouvernement adopte une approche similaire à celle de Souapiti, les communautés déplacées par Koukoutamba pourraient courir un risque important d'appauvrissement.

⁶ L'Étude de faisabilité Projet d'Aménagement Hydroélectrique de Souapiti, 2015.

⁷ « [Nous devons tout abandonner](#) », Human Right Watch, 2020

⁸ Banque mondiale. [Plan d'action de réinstallation : projet Kandadji](#). 2019.



Les communautés déplacées par le barrage de Souapiti risquent d'être plongées dans la pauvreté | Crédit : Ibrahima Kalil Bamba

Droits fonciers coutumiers

Pour compliquer la question de la réinstallation et de l'indemnisation des communautés déplacées par le réservoir de Koukoutamba, la plupart des terres à submerger, en particulier les terres agricoles productives, sont soumises à la propriété coutumière. Dans ses commentaires sur le Cadre de politique de réinstallation, la Banque mondiale a noté le manque de discussion sur la « forte dépendance » que les communautés ont sur les terres agricoles traditionnellement détenues, dont 103 km² seront submergés par le réservoir. Cela sera exacerbé par la nécessité de relocaliser un nombre important de ménages et la nécessité de trouver de nouvelles zones pour les personnes réinstallées.»⁹

En effet, ces mêmes problèmes ont tourmenté le processus de réinstallation de Souapiti, où « l'absence de protection claire des droits fonciers coutumiers en vertu du droit national » a eu pour effet de refuser aux communautés déplacées une indemnisation adéquate.¹⁰ Non seulement les communautés riveraines de Souapiti ont perdu l'accès aux terres coutumières pour l'agriculture, mais elles n'ont pas non plus été indemnisées pour les terres perdues, seulement les arbres et les cultures qui s'y trouvaient.¹¹ Cela représente une perte importante de leur capacité à atteindre et à maintenir la sécurité alimentaire et à générer des revenus. La non prise en compte de l'indemnisation des ménages déplacés qui n'ont que des régimes fonciers coutumiers est de mauvais augure pour les 8700 personnes qui seraient déplacées du réservoir de Koukoutamba, dont la plupart n'ont pas de droits fonciers officiellement enregistrés.

La Banque mondiale a averti qu'il fallait faire attention à la propriété coutumière des terres agricoles, en particulier compte tenu du nombre de personnes à réinstaller. « L'accès garanti des communautés aux terres coutumières diminuera considérablement sans une planification préalable adéquate et une compréhension des implications à long terme. »¹²



Le parc national du Moyen Bafing

⁹ Commentaires de la Banque mondiale sur l'EIES de Koukoutamba, 2018.

¹⁰ « [Nous devons tout abandonner](#) », Human Right Watch, 2020

¹¹ *ibid.*

¹² Commentaires de la Banque mondiale sur l'EIES de Koukoutamba, 2018.

Koukoutamba menacerait de la vie d'environ 1500 chimpanzés occidentaux en danger critique d'extinction

Le barrage de Koukoutamba serait construit à l'intérieur et aurait de graves impacts négatifs sur le parc national du Moyen Bafing, qui a été créé en 2017 pour protéger un bastion important pour le chimpanzé occidental en danger critique d'extinction. Au moins 130 km² du parc seraient submergés par le réservoir du barrage, dont une grande partie est l'habitat des chimpanzés.¹³ Les impacts sur le chimpanzé occidental, en danger critique d'extinction, seraient particulièrement prononcés et sont les plus préoccupants de la société civile et de la communauté scientifique.

Création du parc national du Moyen Bafing

La décision du gouvernement de créer le parc national du Moyen Bafing en 2017 a été saluée pour son engagement à protéger les 4000 chimpanzés estimés sur une étendue de 6000 kilomètres carrés, que l'annonce a décrite comme « la plus grande population continue de cette sous-espèce. » Le parc a été créé avec le soutien de la Société financière internationale (SFI), la branche de prêt du secteur privé de la Banque mondiale, en tant que compensation de la biodiversité pour compenser la perte de chimpanzés affectée par les mines de bauxite financées par la SFI ailleurs dans le pays.

A l'époque, le ministre guinéen de l'environnement a déclaré : « Ce parc représente une chance unique de contribuer à la protection du chimpanzé ouest-africain et, avec des actions spécifiques, de restaurer la fonction vitale de l'eau dans l'environnement, contribuant à une amélioration des conditions de vie des communautés directement touchées par la baisse des précipitations et la déforestation incontrôlée. »¹⁴



Le parc national du Moyen Bafing

La création du parc national était considérée comme le meilleur espoir de survie du chimpanzé occidental, après que la perte d'habitat, la déforestation et la chasse ont entraîné une baisse de 80% de la population de l'espèce au cours des deux dernières décennies, ce qui a incité l'UICN à ajouter le chimpanzé occidental à sa liste des espèces en danger critique d'extinction en 2017. La Guinée, qui abrite

les deux tiers des espèces, a connu un déclin important, car l'exploitation minière, la construction de routes et la chasse ont fait chuter la population. À ce jour, la population de chimpanzés dans le parc national a été largement épargnée en raison de son inaccessibilité et des tabous religieux et culturels contre la chasse ou la consommation d'animaux sauvages parmi les communautés locales.

Impacts divers et irréversibles sur les chimpanzés

Quelques mois seulement après la création du parc national, le gouvernement de la République de Guinée a annoncé son intention de poursuivre les plans de construction du barrage de Koukoutamba à l'intérieur du parc. Ce fut un coup dur porté aux efforts visant à empêcher l'extinction du chimpanzé occidental. La Wild Chimpanzee Foundation a noté que le barrage serait « situé dans une zone à forte densité de chimpanzés et l'une des zones les plus importantes pour la survie de cette espèce ». ¹⁵ Dans son examen de l'EIES, la Banque mondiale a noté que « Même dans le meilleur des cas, le barrage de Koukoutamba (KKT) conduira à des pertes importantes de chimpanzés de l'Ouest et vraisemblablement d'autres espèces globalement menacées. » ¹⁶

C'est à ce stade que la Banque mondiale, qui avait fortement favorisé le développement de Koukoutamba depuis au moins 2006, a retiré son soutien au projet en raison de ses impacts sur le parc national qui avait été établi comme un mécanisme de compensation de biodiversité par la SFI. Il a également exprimé des préoccupations concernant la qualité de l'évaluation de l'impact sur l'environnement et a estimé que les mesures d'atténuation proposées étaient insuffisantes pour protéger la population de chimpanzés ou pour répondre aux exigences de la politique de sauvegarde de la Banque mondiale.

La Wild Chimpanzee Foundation, qui travaille depuis des décennies dans la région, estime que jusqu'à 1500 morts de chimpanzés résulteraient de la construction de Koukoutamba. Ce nombre serait probablement encore plus élevé si la construction du camp des travailleurs qui serait à l'étude, devient effective

Les principales causes seraient les suivantes :

- Les décès de chimpanzés résultent du remplissage du réservoir. Certains seraient noyés lorsque le réservoir derrière le barrage serait rempli, tandis que d'autres, incapables d'échapper aux eaux montantes, mourraient de faim après avoir été bloqués et entourés d'eau.
- L'aire de répartition réduit entraînant un conflit entre les groupes. Les chimpanzés sont extrêmement territoriaux et des conflits violents se produisent entre les groupes lorsque les groupes se rapprochent les uns des autres et se disputent les ressources. Le réservoir submergera au moins 130 km² d'habitat de chimpanzés, rassemblant les groupes existants dans une zone insuffisante pour leur nombre. L'étude financée par la SFI considère que les rencontres intergroupes pourraient provoquer une « complète perte » de chimpanzés situés à proximité du réservoir.

¹³ TBC. Étude de faisabilité des Offsets pour les Chimpanzés dans le Moyen Bafing. 2017.

¹⁴ Communiqué de presse : la Guinée approuve la création du plus grand sanctuaire pour le chimpanzé d'Afrique de l'Ouest.

¹⁵ WCF. Inventaires Biologiques pour la Création du Parc National du Moyen-Bafing. 2016

¹⁶ Commentaires de la Banque mondiale sur l'EIES de Koukoutamba, 2018.

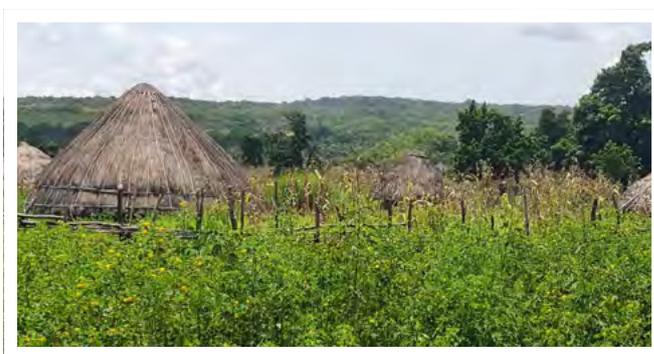


Carte indiquant le projet de barrage de Koukoutamba et le futur réservoir dans le parc national du Moyen Bafing

- Impacts induits de la construction d'une route d'accès. Au-delà des impacts directs sur leurs habitats, les populations de singes sont particulièrement vulnérables aux impacts indirects qui accompagnent la construction de routes dans des écosystèmes sensibles. Comme indiqué dans La Planète des Grands Singes (2018), «Pour les grands singes, les impacts indirects des grands projets d'infrastructures, notamment la hausse du braconnage et de la perte d'habitat causés par la facilité d'accès et l'afflux migratoire, sont généralement les plus graves.»¹⁷ En effet, dans ses commentaires sur l'EIE, la Banque mondiale a noté «Une route d'accès améliorée reliant la zone du barrage KKT au reste de la Guinée pourrait, en l'absence d'un contrôle d'accès adéquat, entraîner une perte massive de chimpanzés occidentaux et d'autres espèces menacées, peut-être même davantage que le barrage et le réservoir.

Ces pertes de biodiversité pourraient résulter d'impacts indirects induits par la route tels que le braconnage de la viande de brousse, le commerce illégal d'espèces sauvages, l'abattage de la forêt, la fabrication de charbon de bois, de nouvelles implantations et l'expansion agricole. » Ces impacts seraient exacerbés par les plans apparents de construction du camp des travailleurs dans le parc national lui-même.

¹⁷ La Planète des Grands Singes : Le Développement des Infrastructures et la Conservation des Grands Singes. 2018. Fondation Arcus.



Le village de Condé Kèren à 5km du site du barrage Koukoutamba |
Crédit : Ibrahima Kalil Bamba

Et les communautés riveraines dans tout ça ?

Les avantages de la réalisation du barrage sont largement mentionnés. Mais ces répercussions locales en termes de développement et les mesures de conservation environnementale, comme pour d'autres barrages, ne le sont pas autant. Bien souvent, l'adhésion des communautés est obtenue en promettant des bénéfices locaux qui peinent à se traduire dans leur quotidien une fois la réalisation du barrage terminée.

Pour les populations riveraines de Koukoutamba comme pour d'autres ailleurs, on peut se demander quels seront les bénéfices du barrage sur leurs localités pour les coûts environnementaux et sociaux qu'elles auront à subir pour satisfaire les ambitions énergétiques nationales ? Il serait donc important que les promoteurs du projet Koukoutamba, en plus de communiquer sur les mesures relatives à la conservation de la biodiversité, expliquent suffisamment aux communautés locales les impacts réels et le plan de gestion environnementale et sociale qui s'y rattache.

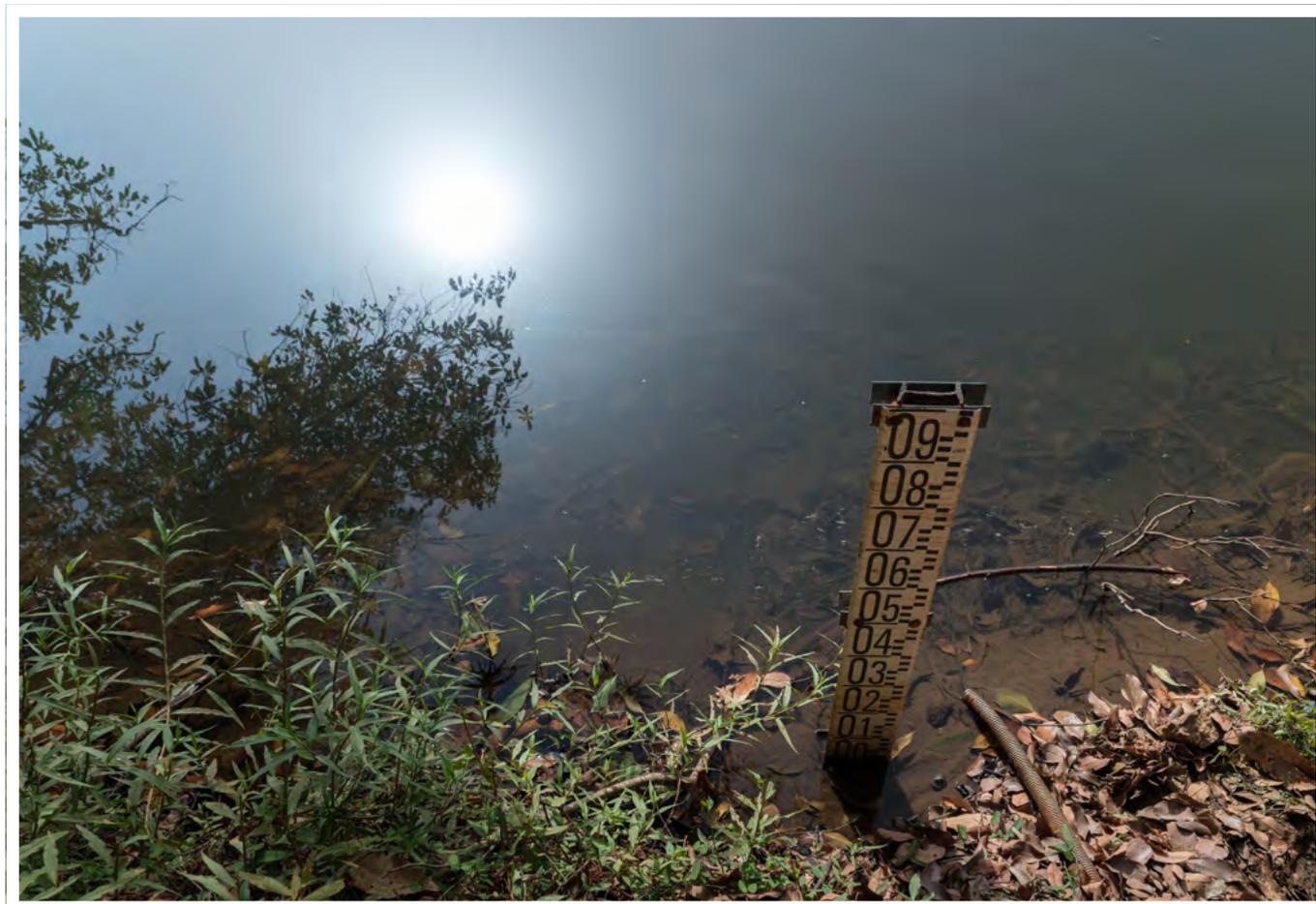
Dans la même optique, d'autres questions peuvent être posées à savoir : De quoi bénéficieront concrètement les communautés locales ? quel est leur niveau d'information sur les impacts du projet ? Comment la riche biodiversité locale sera conservée ? Mais aussi, quelles mesures alternatives sont concrètement prévues pour les chimpanzés ?

Les communautés locales très peu informées sur les impacts du projet

Lors d'une visite de consultation des communautés riveraines du barrage Koukoutamba, notamment celles de Kollet (préfecture de Tougué) en amont et celles de Téguréya (préfecture de Mamou) en aval, ces dernières ont clairement indiqué qu'elles étaient très peu informées sur les impacts du projet sur elles. En outre, elles n'ont qu'une idée vague de quelques avantages locaux. Le sentiment dominant chez les communautés locales est un mélange empreint d'une part de doute et d'inquiétudes sur la réalisation de leurs attentes et d'autre part l'étendue des impacts qu'elles auront à subir dans le cadre de leur déplacement par exemple.

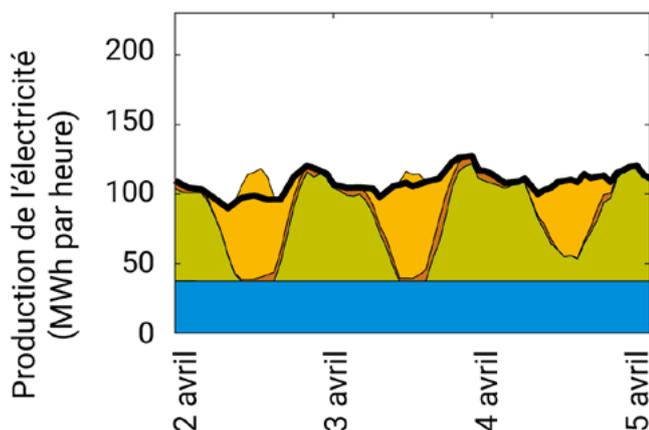
Une préférence claire des communautés riveraines pour les alternatives énergétiques au barrage

Au-delà des inquiétudes exprimées par les communautés riveraines au sujet de leur éventuel déplacement, il est clairement ressorti des consultations récentes évoquées plus haut, leur préférence pour des alternatives moins impactant, notamment « celles qui n'occasionneraient pas leur déplacement ». Cela renforce la légitimité et la pertinence d'examiner et d'opter pour des alternatives énergétiques durables, socialement responsables, économiquement viables et cohérentes pour la Guinée et ses populations.



L'énergie solaire est le complément idéal de l'hydroélectricité existante en Guinée

Alors que la Guinée sera capable d'exporter l'excédent d'électricité à ses voisins dès la mise en service de Souapiti, la forte dépendance du pays à l'énergie hydroélectrique saisonnière signifie que toute pénurie d'électricité risque de se produire pendant la saison sèche, lorsque les réservoirs des barrages sont à leur plus bas niveau. Comme indiqué dans l'étude récente de Sterl et al sur les options énergétiques en Afrique de l'Ouest, l'énergie solaire est un complément efficace à l'hydroélectricité guinéenne car elle est disponible pendant les mois où l'hydroélectricité est à son plus bas niveau. L'étude montre en outre qu'avec l'ajout de Souapiti et sa capacité de stockage considérable, il peut être exploité pour accueillir des niveaux élevés d'énergie solaire. La Guinée pourrait s'appuyer sur son énergie solaire pendant la journée, puis augmenter l'opération de ses turbines hydroélectriques la nuit. Cela permettrait de remédier efficacement au principal inconvénient de l'énergie solaire, à savoir qu'elle ne produit de l'électricité que pendant la journée.



L'étude de Sterl et al montre comment le barrage de Bui existant au Ghana peut programmer des rejets flexibles (vert) principalement la nuit en complément de l'énergie solaire diurne (orange)

Une seule installation solaire de 37,5 MW pourrait remplacer la part d'énergie de Koukoutamba pour la Guinée

Exploitée de cette manière, l'étude a révélé que Souapiti est à elle seule capable d'accueillir jusqu'à 238 GWh d'énergie solaire provenant de la Guinée (équivalant à environ 100 MW de capacité installée), qui dépasserait elle-même les 222 GWh d'énergie que Koukoutamba prévoit de fournir au réseau national. L'étude de Sterl et al contredit également les affirmations du gouvernement sur la quantité d'électricité que Koukoutamba est capable de produire, estimant à la place 361,7 GWh. S'il ne reste qu'un quart de cette puissance en Guinée - 90 GWh - cette quantité d'électricité pourrait être remplacée par une seule installation solaire de 37,5 MW, pour une fraction du coût de Koukoutamba.



Le fleuve Bafing



WWW.INTERNATIONALRIVERS.ORG